

Plateforme Ry-Ponet – Bilan 2015-2017

A. Les longs débuts (janvier 2015 – décembre 2016)

1. Un projet original

La Plateforme Ry-Ponet a été lancée en janvier 2015 par trois associations : l'asbl urbAgora, Au NON de Chênée (réunissant des habitants de Chênée actifs depuis quelques mois contre le projet immobilier de la société Neufcour sur le site des Haïsses-Piedroux) et Autour des Orchidées (réunissant des habitants de Grivegnée en lutte contre un projet immobilier dans leur quartier).

Elle s'est constituée sur un programme en trois points, inspiré du travail de réflexion d'urbAgora :

- ☐ le rejet du projet de méga-lotissement de la société Neufcour ;
- ☐ la création de logements prioritairement sur des friches industrielles (comme celle de Cuivre & Zinc / LBP) ;
- ☐ la protection d'un vaste ensemble de 300 hectares de zones vertes et agricoles (incluant les terrains visés par le projet immobilier) à cheval sur quatre communes (Liège, Beyne-Heusay, Fléron et Chaudfontaine) par la création d'un « parc métropolitain » (autrement dit, un « parc naturel et rural en milieu urbain » dans le respect des habitants et des usagers déjà présents).

Dès le départ, la Plateforme a donc voulu aller au-delà de la simple opposition à un projet immobilier inadéquat en avançant des propositions de solutions positives face à des enjeux réels (le besoin de créer des logements et de protéger les grands espaces verts et agricoles en lisière de la ville). Elle a aussi mis en avant la nécessité d'une réflexion et d'une action qui aillent plus loin que Chênée ou même Liège et impliquent les communes voisines dans une perspective supracommunale.

2. Sensibilisation et mobilisation

Il a été très vite clair que, du côté politique, le projet de lotissement semblait jouir d'un vrai soutien au sein du pouvoir communal liégeois et que, par contre, la proposition de parc ne suscitait pas de véritable intérêt. Il était clair aussi que notre groupe initial d'une dizaine de personnes était **beaucoup trop faible** pour pouvoir renverser la donne.

Nous n'avions donc d'autre possibilité que de développer une mobilisation au sein de la population et de construire sur cette base un rapport de forces plus favorable à nos propositions.

Cette mobilisation a essentiellement pris la forme d'une **campagne de sensibilisation**, combinant :

- ☐ **Une approche « intellectuelle critique »** par la production d'analyses, la diffusion régulière de tracts d'information, la tenue de stands lors d'activités diverses, l'organisation de séances d'information (en juin 2016 à l'école Saint-Joseph), l'utilisation d'une pétition (qui nous a permis de récolter plus de 1.500 signatures et de constituer peu à peu un réseau de soutien à notre projet).

- **Une approche « d'appropriation sensible »** par la découverte du site du futur parc au travers de promenades (une première journée le dimanche 31 mai 2015, suivie d'une série de promenades guidées de toutes sortes à travers l'ensemble du site).

Cette campagne de sensibilisation avait - et a encore - pour but de faire comprendre l'intérêt et même la nécessité de la création d'un parc pour protéger durablement et valoriser ce site.

3. Une lente accumulation de forces

Les années 2015 et 2016 ont ainsi permis une lente accumulation de forces au sein de la Plateforme, dans un contexte extérieur assez insaisissable pour nous puisque, à plusieurs reprises, des « sources généralement bien informées de la vie locale » nous ont annoncé le dépôt imminent du projet immobilier au service de l'urbanisme de la Ville de Liège et l'ouverture de l'enquête publique, perspective à chaque fois infirmée.

4. La transformation de la Plateforme

Dès l'été 2016, les personnes qui avaient rejoint la Plateforme sans être membres d'une des trois associations fondatrices étaient devenues bien plus nombreuses que celles issues de ces associations et une série de tensions s'étaient développées sur des questions de fonctionnement. Celles-ci ont débouché en octobre 2016 sur le retrait officiel d'urbAgora.

En novembre 2016 la Plateforme s'est transformée en une association citoyenne, reposant sur l'adhésion individuelle de membres. Ce changement a permis, au fil des mois, de mieux intégrer toutes les personnes ayant rejoint la Plateforme, ce qui s'est révélé décisif par la suite.

B.Des succès retentissants (janvier – septembre 2017)

1.Un programme de développement de la Plateforme

Pour relancer son action, la Plateforme a décidé :

- de développer son ancrage local et de gagner de nouvelles forces par une série d'activités, dont les principales ont été la soirée d'information au Centre culturel de Chênée le 19 avril 2017 et la journée de fête du Ry-Ponet le 21 mai 2017 ;
- de développer des liens avec des associations chênéennes, liégeoises et wallonnes afin qu'elles soutiennent notre action ;
- d'intégrer plus activement une couche plus large de membres via la création de groupes de travail (Recherches et Actions).

Ce programme et l'enchaînement des activités ont été une réussite. La séance d'information a amené un premier afflux d'adhérents qui se sont investies dans l'organisation de la fête qui a, à son tour, amené une nouvelle vague d'adhérents qui ont joué un rôle important dans la campagne que nous avons menée lors de l'enquête publique. Le groupe de travail Recherches a mené un travail énorme d'analyse et de critique du projet immobilier (ce qui nous a permis de gagner un important crédit lors de la séance d'information organisée par la ville avec le promoteur le 1er juin 2017).

2. Le test de l'enquête publique

L'enquête publique qui a eu lieu du 28 mai au 26 juin 2017 a permis de tester le travail patient de construction effectué au cours des deux années précédentes ainsi que la capacité de la Plateforme à mener en même temps une analyse en profondeur du projet immobilier et une intense mobilisation dans un délai très court.

Centrée sur le projet immobilier et son impact sur les quartiers environnants, l'enquête publique nous obligeait à un recentrage sur l'aspect « opposition » et sur l'horizon « communal » de notre perspective. Recentrage **sur le fond** : la critique du projet devait porter en priorité sur son « modèle » urbanistique et sur son impact sur le voisinage immédiat. Et recentrage **sur le terrain d'activité** : il était essentiel de montrer publiquement la large opposition à ce projet au sein de la population locale.

Au jour du lancement de l'enquête publique et de la mobilisation, la Plateforme tenait prête une lettre-type qui, diffusée à plus de 10.000 exemplaires, a été l'élément central de notre campagne. Le quartier de Chênée a ainsi été méthodiquement quadrillé et arpenté par des dizaines de volontaires, une campagne de fond commençant par une distribution de la lettre-type dans toutes les boîtes aux lettres et se poursuivant par un impressionnant travail de porte à porte qui permettait discussions et récolte des courriers complétés.

Mais, conscient du risque de repli que nous faisait courir cet indispensable « recentrage communal », nous avons veillé à maintenir une ouverture sur l'aspect « proposition » et sur une « perspective supracommunale ». Ouverture **sur le fond**, parce que la lettre-type mentionnait nos deux alternatives (le logement sur les friches et la protection des espaces verts sur l'ensemble de la zone du parc et pas seulement sur les terrains directement visés par le projet immobilier), ce qui s'est souvent révélé décisif pour obtenir l'adhésion de personnes extérieures à Chênée. Et ouverture **sur le terrain**, parce qu'une fois le travail bien engagé sur Chênée, il a aussi étendu à Grivegnée et aux communes voisines. Les quartiers les plus proches du site et situés sur les communes de Beyne-Heusay, Chaudfontaine et Fléron ont été quadrillés de la même manière que Chênée.

Le but était de démontrer, dans notre argumentation comme dans les réponses venant du terrain, que le projet immobilier des Haïsses-Piedroux n'était pas qu'une simple « affaire locale » mais bel et bien un enjeu pour la ville ET pour son agglomération.

3. Un premier succès : 4.773 courriers lors de l'enquête publique

Cette campagne a été un énorme succès marqué par l'arrivée au service de l'Urbanisme de **4773 courriers** (à la fois des lettres entièrement personnelles, des lettres-types commentées ou simplement signées et des mails-types). Un rapide examen montre que :

- ☐ les trois-quarts de ces courriers ont été récoltés par des membres et des sympathisants de la Plateforme, le reste étant principalement des mails promus par le groupe chênéen Voix Citoyenne ;
- ☐ les deux-tiers des courriers ont été réalisés sous forme papier, témoignages directs du travail de terrain mené par les membres et sympathisants de la Plateforme et par de nombreux citoyens.
- ☐ la ventilation de ces réponses montre l'impact local de notre campagne : 35% des courriers proviennent de Chênée, 35% du reste de la ville de Liège, 15% des trois communes directement concernées par le projet de parc et les 15% restants d'autres communes proches et du reste de la province.

4. Un deuxième succès : nos projets dans « Réinventons Liège » !

Parallèlement à l'enquête publique, nous avons pu - grâce à un hasard de calendrier dont nous ne sommes en rien responsables mais que nous avons tenté d'utiliser au mieux - donner une plus grande visibilité aux aspects « propositions » et « supracommunalité » de notre travail.

La Ville de Liège a en effet organisé la phase publique de son opération « **Réinventons Liège** » pendant ce même mois de juin 2017. Cette opération visait à encourager les citoyens liégeois à présenter des projets permettant une amélioration de la qualité de la vie en ville sur de nombreux aspects. Les 900 projets validés ont été présentés au vote des citoyens tout au long du mois de juin.

Nous avons vu dans cette opération une occasion inespérée d'échapper à un repli pur et simple sur la contestation du projet immobilier. Nous avons donc présenté **deux projets** dans le cadre de « Réinventons Liège » : la création du parc du Ry-Ponet et la réaffectation prioritaire des friches industrielles. Ceux-ci ont remporté un beau succès. Tous les deux ont fini largement en tête de leur catégorie et le projet de parc a même terminé 2^e toutes catégories confondues au nombre des suffrages positifs exprimés dans cette consultation « grand format ». Mais alors que le nouveau « Projet de Ville » a été rendu public par les autorités communales de Liège en novembre 2017, celui-ci n'intègre pas nos deux projets et les responsables de « Réinventons Liège » n'ont toujours pas répondu à nos demandes répétées de contact.

5. Un troisième succès : Neufcour retire sa demande de permis

Le 5 septembre 2017, la société Neufcour a créé la surprise en annonçant qu'elle retirait sa demande de permis pour son projet. Ce **retrait** est une victoire incontestable, résultat de la très forte mobilisation de la population. Il signe aussi un revers pour une société puissante qui travaillait sur ce projet depuis 12 ans et ne s'attendait certainement pas à une telle levée de boucliers.

Mais la menace reste suspendue au-dessus des têtes puisque la société Neufcour a annoncé qu'elle comptait représenter son projet dès 2019, « sans modification fondamentale concernant le logement et les voiries ».

C. Concrétiser ces succès et obtenir des avancées concrètes (octobre – décembre 2017)

1. Un nouvel enjeu : combiner mobilisation « par en bas » et action

des pouvoirs publics « par en haut »

Au lendemain de l'enquête publique et du retrait du projet, la situation apparaissait donc complexe :

- ☐ une victoire qui était importante mais partielle et provisoire ;
- ☐ un succès qui nous donnait raison aux yeux de la population mais qui, vu le retrait du projet immobilier, risquait de conduire à une certaine démobilisation, y compris dans la couche large qui nous avait soutenu activement en situation d'urgence ;
- ☐ un succès qui nous offrait des possibilités d'action et des **responsabilités nouvelles**... à condition de pouvoir reprendre rapidement la main et de poser cette fois le problème sur un terrain plus élevé et plus politique.

2. **Un quatrième succès : les résolutions des Conseils communaux**

Cette possibilité de reprendre l'initiative nous a été donnée par les trois conseillers communaux de Liège, Chaudfontaine et Beyne-Heusay qui ont soumis au vote de leurs Conseils communaux respectifs une résolution intitulée « *Pour la reconnaissance du parc de Ry-Ponet* ».

Cette résolution a été votée à l'unanimité sous une forme légèrement amendée à Chaudfontaine et plus fortement remaniée à Liège. A Beyne-Heusay, par contre, elle s'est heurtée à l'opposition de la majorité PS et a été remplacée par une déclaration d'engagement à protéger les espaces verts de la commune, sans référence au parc et à toute démarche supracommunale.

Ces résolutions, telles qu'elles ont été votées à Chaudfontaine et Liège, « *reconnaissent la valeur, notamment paysagère, du site dans son ensemble* » et « *souhaitent que soit mené un travail commun entre les communes concernées en vue d'établir un périmètre protégé de toute urbanisation nouvelle* ». Elles lient aussi la question du parc à une série d'objectifs : développement de la biodiversité, promotion des filières d'alimentation locale et des circuits courts, création de lieux de détente en milieu semi-naturel,....

Le vote de ces résolutions représente à nos yeux un nouveau succès et surtout un succès très significatif sur un nouveau terrain. Pour la première fois, des autorités communales ont été amenées à se prononcer publiquement en faveur d'un projet de parc du Ry-Ponet. Même si de nombreuses ambiguïtés subsistent volontairement dans des formulations discutées et pesées à la lettre près, il s'agit d'un grand pas en avant.

Nous entrons donc dans une nouvelle phase, dont l'enjeu est d'arriver à **combiner la « mobilisation par l'action et par en bas »** qui a été notre mode d'action quasi-exclusif jusqu'ici **avec une « action des pouvoirs publics par en haut »**.

3. **Un cinquième succès : notre participation au colloque « La Fabrique des Métropoles »**

C'est dans cette perspective que nous avons été invités en novembre 2017 à participer en tant qu'intervenant au colloque « La Fabrique des Métropoles » organisé conjointement par l'Université de Liège et urbAgora et consacré au thème de la supracommunalité et aux possibles avenir métropolitains de Liège.

Nous y avons présenté l'expérience de la Plateforme en tant qu'illustration de l'émergence d'une dynamique supracommunale à partir d'une action citoyenne. Notre intervention semble avoir intéressé une large partie du public, composé essentiellement de professionnels. Elle a, par contre, provoqué des commentaires particulièrement agressifs de la part de la représentante du bureau Pluris présente dans la salle.

L'impact de notre présence dans ce colloque ne doit pas être surestimé mais celle-ci témoigne d'une reconnaissance du travail accompli par la Plateforme et du sérieux de nos analyses.

4. **S'appuyer sur les nouvelles orientations des pouvoirs publics**

Ces derniers mois ont vu se concrétiser des démarches visant à définir des perspectives et des lignes d'action à long terme pour les pouvoirs publics au niveau wallon - Code de Développement du Territoire (CoDT), Schéma de Développement Territorial (SDT) - et liégeois - Schéma de développement de l'Arrondissement de Liège

(SDALg). Ces documents marquent notamment une volonté de mettre fin à l'étalement urbain, de densifier le logement dans les centres urbains et les quartiers de gare, de réaffecter les friches industrielles, de développer la mobilité douce et l'agriculture biologique, de préserver les paysages,...

Même si ces documents ne sont pas parfaits, ils marquent une inflexion bienvenue et nous offrent de nombreux points d'appui pour critiquer le projet immobilier de Neufcour (afin de le rendre définitivement impossible) et pour promouvoir notre projet de parc. Nous avons donc développé ces derniers mois un important travail d'analyse de ces documents.

Mais des documents intéressants peuvent cacher des horreurs. C'est le cas du SDALg qui inclut dans ses perspectives la construction du méga-lotissement de Neufcour. Nous avons donc lancé une campagne pour demander aux membres des Conseils et Collèges des 24 communes de l'arrondissement de Liège de se démarquer du projet Neufcour lors des débats et votes sur le SDALg dans leur commune.

5. Elargir le combat

Depuis la relance de la Plateforme en novembre 2016, nous avons obtenu le soutien public et actif de divers associations et mouvements à une échelle liégeoise (Groupement CHB, Vert & Vie, Citadelle-Environnement,...) et wallonne/francophone (Inter-Environnement Wallonie, Natagora, Acteurs des Temps Présents, mpOC ...).

Par ailleurs, nous participons depuis un an à « **Occuper le terrain** », une initiative lancée par le centre culturel Barricade et qui réunit, à nos côtés, diverses associations de la **région liégeoise** comme l'asbl Favechamps (Pierreuse, Liège), Citadelle Environnement (Liège), Vert et Vie (Esneux), le groupement CHB (contre la construction d'une liaison autoroutière entre Cerexhe-Heuseux et Beaufays),... Les diverses rencontres ont permis l'échange d'expériences à partir de situations parfois très différentes mais aussi des discussions avec des acteurs comme Inter-Environnement Wallonie.

Les contacts noués à ces occasions nous ont permis de bénéficier de l'aide de ces associations à des moments décisifs (elles ont appelé leurs membres et sympathisants à nous soutenir lors de l'enquête publique). En retour, nous avons fait circuler des appels à soutenir diverses associations en lutte contre des projets immobiliers ou routiers et nous avons aidé le groupe Un Air de Chartreuse à organiser une campagne efficace lors de l'enquête publique contre le projet immobilier de la société Matexi.

Nous avons aussi été présents à des rencontres organisées au niveau wallon / francophone. En septembre, nous avons participé à une rencontre à Namur, organisée à l'initiative d'Inter-Environnement Wallonie, qui a réuni une dizaine d'associations comme la nôtre venues des quatre coins de la Wallonie autour du thème de « la lutte contre l'artificialisation des terres ». En octobre, nous avons participé à une autre rencontre à Bruxelles, organisée à l'initiative de la mouvance des objecteurs de croissance sur un thème proche, celui de la « résistance aux Grands Projets Nuisibles et Imposés » qui a réuni une trentaine d'associations et de mouvements. Ces deux rencontres devraient déboucher en 2018 sur la création d'un réseau solidaire entre toutes ces associations.

Adopté à l'Assemblée Générale du 7 février 2018